

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

3 novembre 2008

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2009 - (n° 1127)  
(Seconde partie)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N° II - 174

présenté par

M. Gatignol, M. Mariani, M. Quentin, M. Le Fur, M. Remiller, M. Ferrand, M. Marlin, M. Morisset, M. Lorgeoux, M. Plagnol, M. Malherbe, M. Grand, M. Lecou, M. Bouchet, M. Cinieri, M. Binetruy, M. Jean-Yves Cousin, M. Herth, M. Couanau, M. Diefenbacher, M. Decool, M. Straumann, M. Mourrut, M. Lefranc, M. Herbillon, M. Garraud, M. Guibal, M. Philippe-Armand Martin, Mme Irlès, Mme Pons, Mme Gruny et Mme Gallez

-----  
**ARTICLE 35**

**État B****Mission "Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation"**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

*(en euros)*

<b>Programmes</b>	<b>+</b>	<b>-</b>
Liens entre la nation et son armée <i>Dont titre 2</i>	0 0	16 812 500 0
Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant <i>Dont titre 2</i>	16 812 500 0	0 0
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale <i>Dont titre 2</i>	0 0	0 0
<b>TOTAUX</b>	16 812 500	16 812 500
<b>SOLDE</b>	0	

---

## EXPOSÉ SOMMAIRE

L'objet du présent amendement est de revaloriser le plafond majorable de la rente mutualiste Ancien Combattant. Cette dépense est financée par le transfert de 16 812 500 d'euros prélevés sur les crédits de l'action 01 « Journée d'appel et de préparation à la défense » du programme 167 « Lien entre la Nation et son armée ».

Les rentes mutualistes du combattant ont été créées en 1923, dans le souci de créer un lien de solidarité entre l'effort personnel d'épargne des anciens combattants et la reconnaissance de la Nation, par l'intermédiaire d'un concours financier de l'État.

Deux éléments ont une influence sur le coût, pour l'État, des rentes mutualistes du combattant : le nombre de bénéficiaires et le montant des rentes souscrites, le nombre de bénéficiaires dépendant principalement du nombre de cartes du combattants et de titres de reconnaissance de la Nation attribués..

L'objet du présent amendement est de revaloriser la retraite mutualiste à 127,5 points d'indice PMI soit une augmentation de 2.5 points d'indice PMI. Le coût de cette revalorisation atteint ainsi 14 383 500 d'euros, compte tenu du nombre de bénéficiaires (430 000) et du coût du point d'indice ( $2.5 \times 13.45 \times 500\,000 = 16\,812\,500$  d'euros).

La revalorisation du plafond majorable de cette rente aura un double impact : elle constitue une incitation pour certains anciens combattants à souscrire la rente, dans la mesure où l'effet de levier de leur épargne augmente et elle influe sur le montant des rentes.

Il est également légitime de procéder à une augmentation du point d'indice de la retraite du combattant, mesure visant une plus large population d'anciens combattants.

La fixation d'un plafond de la retraite mutualiste du combattant à 127,5 points d'indice PMI est fondée sur le rattrapage calculé en équivalence des références suivant un calcul de base de l'effort de retraite décidée volontairement par les anciens combattants titulaires du Titre de Reconnaissance de la Nation et de la carte du combattant.